

itions

Un homme a fait irruption sur la pelouse lors de l'hymne hongrois avec un drapeau arc-en-ciel. © AFP



Une femme aux abords de l'Allianz Arena. © AFP



Manuel Neuer a porté un brassard aux couleurs de l'arc-en-ciel. © AFP



Le stade olympique de Berlin ce mercredi soir. © REUTERS



L'expert « L'UEFA promeut de grands principes sans s'engager dans leur déclinaison militante »

MATHIEU COLINET

L'apolitisme de l'UEFA peut servir à dissimuler des tiraillements internes. Il témoigne, quoi qu'il en soit, bien souvent d'une distance avec des expressions militantes, selon William Gasparini, sociologue de l'université de Strasbourg et auteur notamment de *L'Europe du football. Socio-histoire d'une construction européenne* (Presses Universitaires de Strasbourg, 2017).

Quelle a été votre réaction en apprenant que l'UEFA refusait un stade de Munich éclairé aux couleurs LGBTQI+ ? En tant que sociologue au fait du fonctionnement des institutions sportives, je n'ai pas été étonné. L'UEFA est en effet connue pour avoir ses propres règles et codes en décalage avec ceux de l'Union européenne ou des États. Dans la logique qui est la sienne, l'UEFA souhaite afficher une certaine neutralité pour d'une part ne pas être assaillie de revendications particulières, mais surtout rester complètement maître de sa communication. Sachant cela, on ne peut pas être étonné par la décision de l'UEFA même si on ne la partage pas par ailleurs.

Face aux critiques qui la ciblent aujourd'hui, l'UEFA rappelle qu'elle ne fait pas de politique. Que penser de cet argument ? Ne fait-elle vraiment pas de politique ?

Il est difficile, sans connaître la politique interne de l'UEFA, de savoir ce qu'il y a exactement derrière son refus de voir le stade de Munich être éclairé

aux couleurs LGBTQI+. Mais il se pourrait très bien qu'il y ait des tiraillements entre des représentants de pays d'Europe occidentale et ceux des pays de l'Est, comme la Pologne ou la Hongrie. Réaffirmer sa neutralité permet à l'UEFA de ne pas laisser apparaître au regard de tous ses divisions internes. Au-delà, je pense que la demande d'afficher les couleurs LGBTQI+ sur le stade de Munich a été perçue comme « politique » car défendue par des associations LGBTQI+ dénonçant clairement les prises de position en la matière du gouvernement de Viktor Orban. L'UEFA a donc estimé que les compétitions sportives n'étaient pas le lieu de l'expression de ce type de revendications. L'instance sportive porte certaines causes mais elle tient à ce que celles-ci fassent consensus. L'UEFA a notamment été une des premières organisations sportives à mener des campagnes de lutte contre le racisme. Elle affiche également la lutte contre l'homophobie, mais elle promeut de grands principes sans s'engager dans leur déclinaison militante, en particulier lorsque celle-ci se déploie en opposition à un gouvernement, de surcroît membre de l'Union européenne.

La séquence actuelle est marquée également – même si ce n'est pas neuf – par le pouvoir que semble avoir acquis l'UEFA au détriment des États, obligés sur leurs propres territoires de se plier aux injonctions de l'organisation... N'est-ce pas là un pouvoir exorbitant ?

Oui, mais les pays et les villes ont accepté

les conditions posées par l'UEFA pour l'accueil des matchs. Et parmi celles-ci, il est prévu d'éviter certains types d'expressions politiques ou religieuses. Cela étant dit, rien n'empêche les pays ou les villes d'autoriser voire de soutenir des manifestations militantes à l'extérieur de l'enceinte sportive. Mais c'est évidemment bien moins efficace sur le plan médiatique pour les défenseurs de telle ou telle cause. Car, bien sûr, c'est au sein des stades, devant les caméras, que l'écho est le plus important.



Les pays et les villes ont accepté les conditions posées par l'UEFA pour l'accueil des matchs. Et parmi celles-ci, il est prévu d'éviter certains types d'expressions politiques ou religieuses



siers »

On se demande comment donner plus de compétences lorsque les valeurs sont directement mises en cause. Evidemment, on a d'autres mécanismes. La procédure de l'article 7 a été déclenchée à l'égard de la Hongrie et de la Pologne. Sur cette procédure, c'est aux Etats de voter. Pour l'instant, ils ne l'ont pas fait. Cela vous frustré ? La Commission est en première ligne. Mais il est toujours compliqué de voir comment les autres institutions agissent. Sur l'article 7, les Etats n'ont pas encore pris de décision de reconnaître le risque de violation de l'Etat de droit et ils demandent à la Commission de prendre d'autres initiatives. On aura le même problème quand on regardera la conditionnalité Etat de droit (liée à l'octroi des fonds du plan de relance et du budget européen, NDLR). Si nous voyons un problème, nous entamerons le dialogue mais, à un moment, il faudra aller devant le Conseil. Vous avez réagi très vite sur la Hongrie. Un changement de paradigme ? Il y a surtout une accumulation. Une accumulation des dossiers. On verra en fonction des réponses de la ministre de la Justice hongroise si des étapes supplémentaires s'imposent. ELODIE LAMER

Comparer les promos ? Inutile, nous le faisons pour vous.

Et si besoin est, nous adaptons nos prix. Ainsi, vous profitez toujours des meilleurs prix.



Capri-Sun Orange
10 x 20 cl

Réaction promo concurrent

1,395 €/L

2,79 €



Bout de côtes mariné
Boucherie

Réaction promo concurrent

à partir d'1 kg

5,25 €/kg



Finish
tablettes lave-vaisselle
All in 1 Max
100 pièces

Réaction promo concurrent

0,185 €/pièce

18,50 €

Valable jusqu'au 27/6/2021 inclus. Les prix peuvent être encore plus bas en magasin.

colruyt meilleurs prix

20008506